

Giulia Pinotti

NUMERISATION DE LA JUSTICE : DEVELOPPEMENT DU DIALOGUE ENTRE LES JUGES ?

1. INTRODUCTION

Ce travail, il faut tout de suite le souligner, ne prétend pas être exhaustif : il se propose comme une première réflexion sur un thème de recherche que je compte poursuivre dans les années à venir. L'objet de ce travail est la numérisation du système de la justice italienne, d'après deux approches différentes :

a. Une première de caractère purement descriptif : sur la base de quelles dispositions législatives la numérisation du système judiciaire italien a été réalisée, en raison de quel cadre européen de référence, et quel bilan on peut tirer (on se réfère en particulier au Processus Civil Télématique, le seul pour lequel il est déjà possible de mettre en évidence des résultats : on se bornera ici à prendre comme exemple un seul cas pratique, celui de la Cour d'Appel de Milan).

b. La seconde approche a un caractère systémique : on ne peut pas se limiter à décrire la façon dont la numérisation est en train d'être réalisée, étant en effet indéniable que, selon le *modèle* sur la base duquel elle est mise en œuvre, différents sont les résultats auxquels on peut parvenir. Deuxième objectif de ce travail est donc celui d'identifier quels sont les objectifs auxquels un certain modèle de numérisation peut aspirer, et surtout quels sont les moyens pour les atteindre.

Je propose ici à titre illustratif de ce qui a été annoncé en théorie une série de questions ouvertes auxquelles on veut commencer à répondre : comment a été réalisée la numérisation en Italie ? Sur la base de quel modèle théorique ? Quels résultats ont été atteints ? Sont-ils les meilleurs possibles ? Si l'on adoptait un modèle différent et si on se fixait des objectifs différents et plus ambitieux, les résultats seraient différents ?

1.1 *Quels modèles ?*

À partir de la fin des années '80 le système judiciaire italien s'est trouvé plongé dans une crise profonde, due principalement à la lenteur, en résolvant les litiges en cours, en matière tant civile que pénale. Il suffit de penser aux différentes occasions (depuis 1999) où la Cour Européenne des Droits de l'Homme a condamné l'Italie pour

violation de l'article 6 alinéa 1 de la CEDH (« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement *et dans un délai raisonnable*, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ») au motif que, étant donné la non raisonnable durée de la procédure, il y aurait eu une violation du droit à un procès équitable, aggravée ensuite par le cumul des condamnations pour les violations répétées auxquelles l'Italie s'est exposée.

En réponse à cette crise pathologique, on a essayé différentes politiques: la modification de l'article 111 de la Constitution, l'introduction de la « loi Pinto » (loi n. 89/200, *Previsione di equa riparazione in caso di violazione del termine ragionevole del processo*).¹ Avec l'intention générale de « moderniser » et de réformer le système de justice, on a commencé à observer comment un rôle central puisse être joué par les TIC (Information and Communications Technology) et on a commencé à raisonner en termes de e-Justice, à l'intérieur d'un plus grand schéma de e-Government. L'objectif était donc de rendre plus efficace le système de justice, y compris par le biais de son informatisation.

Pour une première réflexion sur la façon dont les systèmes informatiques ont été introduits dans l'organisation de l'État, on pourra se reporter à un article de Contini et Cordella : « when IT was first introduced into organisations, it was mainly considered as an agent of automation similar to the machines introduced by manufacturing firms during the industrial revolution. Following the characteristic and dominant understanding of technology that was typical of the industrial revolution, information technology was considered as a mechanical means of substituting human actions with more efficient, regulated, and standardised processes. In this context, the new technology was used to provide a better production infrastructure by improving efficiency through the automation of human activities within work processes ».²

En fait, la démarche la plus partagée était celle de réaliser, par le biais du moyen informatique, les mêmes opérations propres du document papier, simplement à travers un moyen qui les rende plus efficaces et plus rapides. En ce qui concerne le panorama italien, cela pouvait sembler – lorsque pour la première fois on a envisagé d'avoir recours au moyen informatique – une approche appropriée pour augmenter l'efficacité des tribunaux et donc résoudre, au moins en partie, les problèmes de durée excessive des procès.

À une des questions soulevées dans le paragraphe introductif – face à quel genre de modèle de numérisation se trouve-t-on ? – on peut donner une réponse assez simple : l'objectif (au début des années '90) était de confier au moyen informatique les mêmes opérations auparavant réalisées à travers le document papier. Cette approche a, en soi, certains avantages évidents, *in primis* la prévisibilité des résultats.

¹ *Prévision de réparation équitable en cas de violation du délai raisonnable du procès.*

² Contini F., Cordella A., *Information System and Information Infrastructure Deployment: the Challenge of the Italian e-Justice Approach*, in «The Electronic Journal of e-Government», V, pp. 43-52.

Toutefois ce qui de négatif apporte avec soi une approche comme celle à peine définie est toujours bien rendu par Contini et Cordella: « what is missed by (this) approach is the recognition that the characteristic of the object/technology is an essential element to consider when we are aiming at understanding the possible ways it can be shaped (Law, 1992). A better understanding of the complexity of the process of designing information systems can be gained when these dichotic assumptions on the role of technology and organisation are overcome. In this case the design of information systems is not relegated to mere production of an artefact in a planned, sketched and anticipated work using a process “that had been rendered in the form of normative regulation often called methodologies” (Lyytinen, 1987). Here it is rather conceptualised as the management of a process where the design emerges out of the relational dimension among the various actors, both human and non-human, involved in the process. Following this path we are aiming to overcome the limitation associated with the assumption underpinning socio and techno deterministic approaches ».³

Contini et Cardella soutiennent correctement que le choix de la méthodologie avec laquelle réaliser les « information systems » n'est pas neutre, et que, comme on le disait avant dans l'introduction, les résultats donnés par le processus d'informatisation pourront être très différents selon le modèle (ou design) que l'on choisit. Il ne s'agit donc pas de choix purement « techniques » : par exemple, selon quels paramètres exacts un logiciel doit être développé (dans le cas de la Cour d'Appel de Milan indiqué au paragraphe 3, comment organiser les contenus de la plateforme – *Consolle* – disponible pour le magistrat). Il s'agit, plutôt, et c'est celui-ci le passage fondamental, de réaliser des *infrastructures informatiques diffuses aptes à réaliser l'interopérabilité* au sein du système.

Ce but apparaît encore plus clairement dans le domaine du système judiciaire, un système complexe qui se développe à la fois au niveau vertical et à un niveau horizontal, car il a non seulement un début et une fin (en faisant référence à la procédure pénale, par exemple, à partir du dépôt de l'infraction pénale jusqu'à la prononciation du jugement), mais il implique un réseau très large d'acteurs. Le système ne devra donc pas, pour faire un exemple, assurer exclusivement l'exactitude de la donnée ou garantir (ce qui est en soi très complexe) que les règles procédurales /du procès soient de toute façon respectées dans le passage au numérique; il devra également assurer l'interopérabilité du système entier à tous les niveaux, donc entre les bureaux, entre les tribunaux sur le territoire national et, projet encore plus ambitieux, à un niveau transnational (par exemple dans l'Union Européenne).

La question à se poser maintenant est la suivante : ces deux aspects – à savoir le bon développement d'un système informatique adapté d'une part et la correcte création d'un système d'infrastructures informatiques diffuses de l'autre – ont été parallèlement développés ? Avant d'essayer de répondre à cette question, il faut faire (paragraphe 2) une brève digression sur le concept d'interopérabilité, logiquement nécessaire pour affronter le reste du travail. Il sera ensuite nécessaire (paragraphe 3) de peindre le scénario législatif qui régit actuellement, en Italie, l'informatisation du système judiciaire, et identifier le cadre des politiques européennes de référence (autre que au moins un cas pratique qui illustre les résultats de l'informatisation mise en œuvre). Seulement à ce moment-là il sera possible de faire un premier bilan à fin d'identifier la façon dont le plan de e-Justice est en train de se réaliser en Italie et quelles sont les

³ Contini F., Cordella A., *Information System and Information Infrastructure Deployment: the Challenge of the Italian e-Justice Approach*, cit.

perspectives de celui-ci. Il sera peut-être aussi possible de travailler un peu d'imagination et d'envisager quels objectifs, peut-être non prévisibles avant la révolution numérique, pourraient maintenant apparaître à l'horizon.

2. SUR LES CONCEPTS D'INTEROPÉRABILITÉ ET DE SYSTÈME PUBLIQUE DE CONNECTIVITÉ

Le mot « interopérabilité », auquel on a à plusieurs reprises fait référence, paraît très souvent dans les prévisions normatives mentionnées. Il s'agit d'un concept ayant différents sens : culturel, juridique, informatique. L'exemple le plus significatif d'un système fondé sur l'interopérabilité est sans doute représenté par l'Union Européenne : il suffit de penser à comment l'intégration a été projetée et réalisée après le Traité de Lisbonne : « the case of the European Union is one of the most significant examples of the usefulness of the concept of cultural (and political) interoperability. The EU could be seen as a project of well-rounded interoperability, especially after the Lisbon Treaty in 2009, which replaced the European Communities with the Union and increased the role of the Parliament within EU politics (in this way reassessing the Member States' positions and promoting the development of a unique European people). As European citizens, we witness every day the scope of this challenge – a challenge that is quite demanding in terms of both the ability to adapt and the renunciation of predetermined opinions. Moreover, the EU is only just starting to attempt to implement technical interoperability between the public administrations of the Member States (also called 'organisational interoperability') and enhance operational forms of e-government ».⁴

Il m'est impossible d'approfondir ici le concept d'interopérabilité lié à celui de multilinguisme, qui représente l'un des aspects les plus intéressants dans le cadre de l'intégration juridique européenne.

Il va de soi que l'interopérabilité à laquelle je fais référence dans le cadre de ce travail est l'*interopérabilité informatique* : il s'agit de la capacité d'un système de coopérer et d'échanger efficacement d'informations avec d'autres systèmes même et surtout au cas où ils ne seraient pas homogènes. Comme on l'a déjà observé dans le premier paragraphe, pour atteindre l'objectif de l'interopérabilité il faudra mettre en place l'e-Government ayant recours à un système d'infrastructures informatiques.

C'est précisément dans le but de réaliser l'interopérabilité entre les systèmes informatiques de l'Administration Publique que le SPC (Sistema Pubblico di Connettività)⁵ – réglementé par l'article 73 du CAD (Codice dell'Amministrazione Digitale)⁶ – a été créé.⁷ Selon la définition offerte par l'AGID (Agenzia per l'Italia

⁴ Santosuosso A., Malerba A., *Legal interoperability as a comprehensive concept in transnational law*, in «Law, Innovation and Technology», 6.1, 2014.

⁵ Système Publique de Connectivité.

⁶ Code de l'Administration Numérique.

⁷ « Nel rispetto dell'articolo 117, secondo comma, lettera r), della Costituzione, e nel rispetto dell'autonomia dell'organizzazione interna delle funzioni informative delle regioni e delle autonomie locali il presente Capo definisce e disciplina il Sistema pubblico di connettività e cooperazione (SPC), quale insieme di infrastrutture tecnologiche e di regole tecniche che assicura l'interoperabilità tra i sistemi informativi delle pubbliche amministrazioni, permette il coordinamento informativo e informatico dei dati tra le amministrazioni centrali, regionali e locali e tra queste e i sistemi dell'Unione europea ed è aperto all'adesione da parte dei gestori di servizi pubblici e dei soggetti privati ».

Digitale),⁸ le SPC est l'ensemble des infrastructures technologiques et des règles techniques destiné à 'fédérer' les infrastructures ICT des administrations publiques, à fin de réaliser des services intégrés. Dans le panorama qu'on a jusqu'ici esquissé, le SPC représente le 'cadre' national d'interopérabilité, car il définit « le modalità preferenziali che i sistemi informativi delle pubbliche amministrazioni devono adottare per essere tra loro "interoperabili". Gli aspetti di interoperabilità sono assicurati da regole e, soprattutto, da una serie di servizi di interoperabilità, cooperazione e accesso che fanno parte delle infrastrutture nazionali condivise SPC ».⁹

3. SOURCES DE LOI ET RECONNAISSANCE DU *STATUS* DE LA NUMERISATION EN ITALIE

3.1 *Plan d'action pluriannuel en matière de Justice Electronique Européenne*

Comme je l'ai déjà remarqué à plusieurs reprises, il ne sera pas possible ici de mettre en place une analyse complète d'une matière qui est très large ; il est cependant nécessaire de tenter de décrire le cadre réglementaire de référence, en matière tant d'administration numérique que du processus télématique (civil, pénal et administratif) afin d'observer comment l'informatisation a été développée en Italie.

Avant encore de décrire le cadre italien de référence, il est essentiel de tracer¹⁰ les profils européens dans le domaine: important est sans aucun doute le plan d'action pluriannuel 2014-2018 en matière de justice électronique européenne (2014/ C 182/02) où l'on observe comment « cette nouvelle stratégie souligne l'importance croissante des TIC comme moyens utiles pour accroître l'efficacité des procédures et des autorités juridiques dans les pays de l'UE, en commençant par les travaux déjà entrepris, y compris le portail européen de la justice électronique¹¹ (dans un seul point d'accès multilingue et intuitif à l'ensemble du système de justice électronique européenne) et le premier plan d'action pluriannuel en matière de justice électronique européenne (2009-2013) », ¹² et un certain nombre d'objectifs à atteindre est indiqué, tels que par exemple l'institution des registres électroniques nationaux en matière d'insolvabilité (aujourd'hui disponibles dans six seuls pays : République Tchèque, Allemagne, Estonie, Pays-Bas, Autriche et Slovaquie) et leur interconnexion ; la création du Registre Européen du Commerce en mise en œuvre de la Directive 2012/17/UE ; la création du Registre Immobilier Européen (à ce jour les pays reliés entre eux sont seulement l'Autriche, l'Irlande, la Lituanie, les Pays-Bas, Espagne et Suisse) ; le Certificat Successoral Européen électronique ; la fonction de recherche d'un huissier de justice dans les États membres ; le développement des standards ECLI pour l'identification de la jurisprudence (très utile pour identifier aisément les décisions judiciaires et pour les link hypertextuels à celles-ci – l'Italie s'est déjà adaptée à la jurisprudence de fond, bien

⁸ Agence pour l'Italie Numérique.

⁹ <http://www.agid.gov.it/agenda-digitale/infrastrutture-architetture/sistema-pubblico-connettivita>.

¹⁰ Pour une analyse exhaustive voir Maddalena M.L., *La digitalizzazione della vita dell'amministrazione e del processo*, in «Foro amministrativo», X, 2016, p. 2535 ss.

¹¹ <https://e-justice.europa.eu/home.do?plang=it&action=home>

¹² <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=celex:52014XG0614>

qu'il n'y ait pas encore une base de données unique consultable, et elle est en train de s'occuper de la Cour de Cassation) et de l'ELI pour l'identification de la législation ; le développement de projets d'interopérabilité sémantique ; le développement de la base de données des organes judiciaires ; la mise en œuvre des modèles dynamiques pour les litiges de petite entité et traitement des preuves ; la résolution des litiges on-line ; la signification électronique des actes ; l'ordre européen d'enquête ; la mise en œuvre des projets de communication entre les autorités judiciaires et d'autres projets parallèles.¹³

Quels sont les principes généraux mis à la base du plan d'action (conformément avec le cadre général de l'administration publique électronique et le cadre européen d'interopérabilité) ?

1. action volontaire ;
2. décentralisation ;
3. interopérabilité ;
4. dimension européenne (droit civil, pénal et administratif).

Sans vouloir anticiper ici ce que l'on dira mieux dans le paragraphe 5, une chose, en lisant ce qui est indiqué dans le Plan quadriennal européen, est immédiatement repérable : le fait que l'interopérabilité ait été insérée parmi les principes généraux régissant l'action d'informatisation est une donnée qui doit certainement être prise en forte considération.

3.2 Code de l'Administration Numérique

Évidemment, une partie des réformes réglementaires en Italie dans le domaine de l'e-Government et de l'e-Justice ont été effectuées pour se conformer à la réglementation européenne, conformément à la logique selon laquelle la législation a été mise en place (on verra un peu plus loin la volonté de coordonner, par exemple, le CAD avec le Règlement de l'Union Européenne n. 910/2014 sur l'identité numérique). Il faut tout d'abord observer que l'ordre juridique italien dans le domaine de l'administration numérique est basé sur une législation stratifiée et soumise à des manipulations constantes et dont la reconstruction est plutôt complexe.¹⁴ Il existe le CAD (d.lgs. n. 82/2005, par la suite modifié par le d.lgs. 221/2012, par la loi 221/2012, par le d.lgs. 33/2013, par la loi 114/2014), dont les dispositions ont été récemment modifiées avec le décret législatif du 26 août 2016, n. 179 (*Modifiche ed integrazioni al Codice dell'amministrazione digitale, in materia di riorganizzazione delle amministrazioni pubbliche*).¹⁵

¹³ <https://www.agendadigitale.eu/cittadinanza-digitale/il-progetto-di-strategia-per-la-giustizia-elettronica-europea-2014-2018/>

¹⁴ Voir Cardarelli F., *Amministrazione digitale, trasparenza e principio di legalità*, in «Diritto dell'informazione e dell'informatica», II, 2015, p. 227 ss.

¹⁵ *Modifications et intégrations au Code de l'administration numérique, en ce qui concerne la réorganisation des administrations publiques*. Ces modifications ont été apportées aussi dans le but de coordonner le Code avec les dispositions du Règlement de l'UE n. 910/2014 sur l'identité numérique.

Le fait même qu'il existe un Code n'implique cependant pas l'exhaustivité de celui-ci. Il est surtout dédié à des dispositions de matière générale: il suffit de penser que la législation régissant l'AGID a un emplacement tout à fait différent.¹⁶

Pour comprendre dans quelle relation se trouve la discipline générale en ce qui concerne l'administration numérique avec la législation sur le processus télématique il est nécessaire de se référer *in primis* à l'article 2 (tel que modifié par le d.lgs. 179/16) du Code, qui définit objectif et champ d'application de celui-ci et dans lequel à l'alinéa 6 on lit : «Le disposizioni del presente Codice non si applicano limitatamente all'esercizio delle attività e funzioni ispettive e di controllo fiscale, di ordine e sicurezza pubblica, difesa e sicurezza nazionale, polizia giudiziaria e polizia economico-finanziaria e consultazioni elettorali. *Le disposizioni del presente Codice si applicano altresì al processo civile, penale, amministrativo, contabile e tributario, in quanto compatibili e salvo che non sia diversamente disposto dalle disposizioni in materia di processo telematico* ».¹⁷

Il y a en plus, bien sûr, un certain nombre de dispositions du Code qui impliquent en général la numérisation de l'administration de la justice: pensons à l'article 17 alinéa 2, où on lit : « Le pubbliche amministrazioni utilizzano, nei rapporti interni, in quelli con altre amministrazioni e con i privati, le tecnologie dell'informazione e della comunicazione, *garantendo l'interoperabilità dei sistemi e l'integrazione dei processi di servizio fra le diverse amministrazioni* nel rispetto delle regole tecniche di cui all'articolo 71 » (également dans ce cas, il convient de noter la référence à l'interopérabilité des systèmes).

3.3 Processus Civil Télématique

Les règlements du Processus Civil Télématique on les retrouve dans le DPR du 13 février 2001, n. 123, *Regolamento recante disciplina sull'uso degli strumenti informatici e telematici nel processo civile, nel processo amministrativo e nel processo dinanzi alle sezioni giurisdizionali della Corte dei Conti*,¹⁸ avec lequel le PCT a été introduit dans notre ordre juridique.

On se limite à observer ici que les premières expérimentations dans les différents tribunaux auraient dû commencer en 2004, alors qu'elles se sont activées à partir de 2007 (avec le Tribunal de Milan comme précurseur). Avec le dl du 18 octobre 2012, n. 179 l'obligation du dépôt télématique a été introduite à partir de juin 2014 et à ce jour le PCT est pleinement actif sur tout le territoire national.

3.4 Processus Pénal Télématique

¹⁶ L'Agence pour l'Italie numérique a été créée avec le décret législatif n. 83/2012, converti en loi n. 134/2012.

¹⁷ Les dispositions du Code – il ne sera pas inutile de le souligner – étaient déjà applicables au Processus Civil Télématique à partir de l'arrêt de la Cour de Cassation n. 22871 du 10 novembre 2015.

¹⁸ *Règlement concernant la discipline sur l'utilisation des moyens informatiques et télématiques dans le procès civil, dans le procès administratif et dans le procès devant les sections juridictionnelles de la Cour des comptes.*

En ce qui concerne le Processus Pénal Télématique en Italie, il est plus facile de reconstruire les sources en sens inverse : on peut partir en observant que, comme on l'a rappelé précédemment, le CAD ne s'appliquait pas, jusqu'à la récente modification de l'article 2 alinéa 6, à l'activité juridictionnelle (donc même pas à celle pénale) et que le DPR n 123/2001 (*Regolamento recante disciplina sull'uso degli strumenti informatici e telematici nel processo civile, nel processo amministrativo e nel processo dinanzi alle sezioni giurisdizionali della Corte dei Conti*), règlement du PCT, ne concernait pas le procès pénal. Le premier texte à faire référence au Processus Pénal Télématique est le dl du 29 décembre, 2009 n. 193, qui à l'article 4 prévoit expressément que « entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della legge di conversione del presente decreto, sono individuate le regole tecniche per l'adozione nel processo civile e nel processo penale delle tecnologie dell'informazione e della comunicazione, in attuazione dei principi previsti dal decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 8 ».

D'ultérieures bases réglementaires, de nature technique, sont le dm du 21 février 2011 n 44 (*Regolamento concernente le regole tecniche per l'adozione nel processo civile e nel processo penale, delle tecnologie dell'informazione e della comunicazione, in attuazione dei principi previsti dal decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, e successive modificazioni, ai sensi dell'articolo 4, commi 1 e 2, del decreto-legge 29 dicembre 2009, n. 193*)¹⁹ et le Décret du Responsable de S.I.A. du 9 janvier 2016.

Actuellement, le Processus Pénal Télématique (comme on le verra mieux dans le paragraphe 5) est encore en phase expérimentale.

3.5 Processus Administratif Télématique

En ce qui concerne le Processus Administratif Télématique l'iter pour la transformation a commencé avec la loi délégation n. 69/2009, art. 44, et s'est ensuite développé avec le Décret du président du Conseil des Ministres n. 40 du 16 février 2016, avec lequel a été adopté le Règlement technique opératif pour la mise en œuvre du PAT (*Processo Amministrativo Telematico*).

Le démarrage du PAT a été fixé pour le premier juillet 2016, et a été ensuite reporté au premier janvier 2017, afin de pouvoir d'abord réaliser, entre octobre et décembre 2016, une expérimentation nécessaire pour vérifier la tenue du système à la preuve des nouvelles procédures informatiques. Nous sommes à présent à la fin du premier semestre d'utilisation du PAT, mais ce n'est pas ici le lieu pour affronter les différents problèmes – de nature tant structurelle que de procédurale – qui se sont manifestés (il suffit de penser au débat qui s'est soulevé en ce qui concerne la soi-disant «copie de courtoisie»).

4. LA COUR D'APPEL DE MILAN A LA PREUVE DU PROCESSUS CIVIL TELEMATIQUE

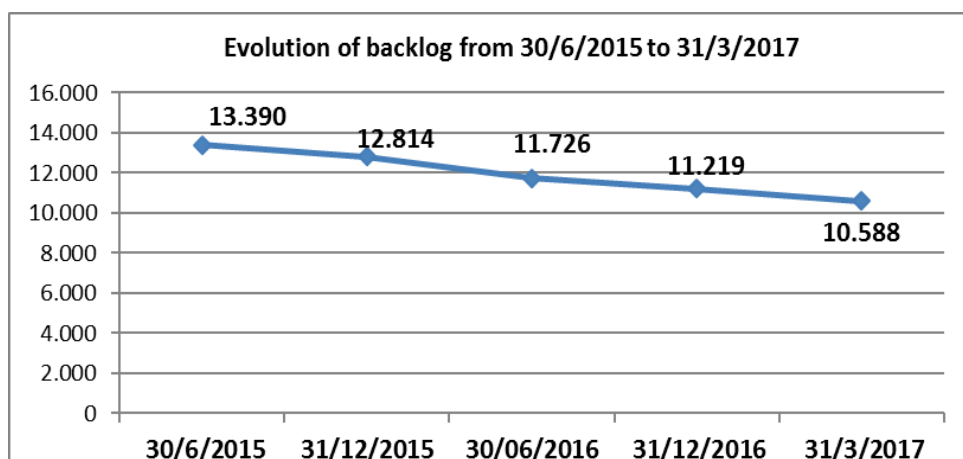
¹⁹ *Règlement concernant les règles techniques pour l'adoption dans le procès civil et dans le procès pénal, des technologies de l'information et de la communication, en application des principes prévus par le décret législatif 7 mars 2005, n 82, et successives modifications, conformément à l'article 4, alinéas 1 et 2, du décret loi 29 décembre 2009, n 193.*

L'objectif est ici celui de montrer, grâce à un cas pratique, quels résultats ont été obtenus en matière d'informatisation du procès au sein d'un tribunal, précisément la Cour d'Appel de Milan, où le PCT (Processo Civile Telematico) est actif, du moins en voie d'expérimentation, depuis presque 10 ans.²⁰

Il faut d'abord décrire les éléments techniques qui constituent les bases du PCT, c'est à dire le SICID, le database qui contient toutes les informations relatives aux procédures en cours, et *Consolle*, la plate-forme du magistrat qui interagit avec le SICID et à travers lequel le juge travaille. Évidemment *Consolle* a un équivalent, avec dans une interface très similaire, celui avec lequel travaillent les avocats. *Consolle* permet donc au magistrat de prendre vision du dossier, d'élaborer les mesures et de les signer numériquement.

La Cour d'Appel de Milan a commencé à utiliser le PCT bien avant le 30 juin 2015, date à laquelle il est devenu obligatoire, et il est donc possible de faire un bilan un peu moins provisoire par rapport à d'autres tribunaux italiens. En particulier, on a pu observer certaines données plutôt intéressantes :

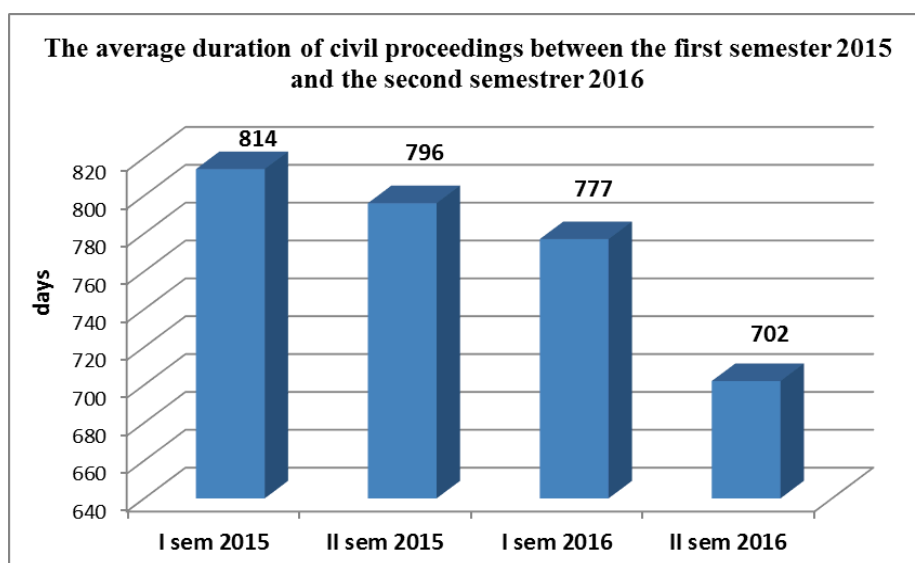
- *In primis*, que les affaires pendantes se sont réduites de 13.390 (donnée du 30.06.2015) à 10.588 (adonné du 31.03.2017)



²⁰ Je tiens à remercier vivement Amedeo Santosuosso, Président de la Cour d'Appel de Milan, auquel je dois la possibilité d'offrir ici ces données, qui ont été traitées avec la coopération de Francesca Iluzzi.

Section	30/6/2015	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2016	31/3/2017
I	2.164	1.911	1.638	1.526	1.466
Specialized in economic matters	257	269	247	248	252
II	1.347	1.283	1.171	1.179	1.195
III	2.501	2.364	2.108	2.034	1.991
IV	2.071	1.995	1.823	1.715	1.622
Labour section	5.050	4.992	4.739	4.517	4.062
Total	13.390	12.814	11.726	11.219	10.588

- La durée des procédures civiles s'est sensiblement réduite : de 814 jours en moyenne au premier semestre du 2015 à 702 jours dans le second semestre 2016.



- En ce qui concerne la *dématérialisation*, à savoir la réduction de la consommation de papier, on est arrivé à une économie du 37,49%.

Section	2015	2016	% average reduction
I	861	200	23,23
II	590	275	46,61

III	705	325	46,1
IV	782	266	34,02
Total	2938	1066	37,49

- Il y a eu une économie de temps dans l'archivage des documents du 50%, une plus grande autonomie des avocats équivalente au 32%, un plus simple accès aux informations équivalent au 62%.

En dernier lieu, cela vaut la peine de noter que beaucoup a été fait même seulement en termes de soutiens technologiques : toutes les salles d'audience disposent d'une connexion Internet et d'accès au logiciel du PCT, des écrans destinés à la fois aux juges et aux avocats.

Dans ce cas également, il sera intéressant de commenter ces données dans les conclusions : il convient toutefois de les observer au moins à la lumière de ces premiers objectifs qu'on aurait voulu obtenir aussi à travers un plan d'informatisation. Dans cette perspective, il est sans doute indéniable, si on veut donner de l'importance aux données exprimées par la Cour d'Appel de Milan, que le nouveau système informatique a contribué à réduire ceux qui étaient, et en partie le sont encore, les points les plus problématiques du système-justice italien.

5. CONCLUSIONS

On peut maintenant se demander: quelles sont les potentialités inhérentes à un système-justice *complètement numérisé* ?

Au-delà des progrès qu'on vient de mentionner en termes de rapidité, efficacité et réduction de la consommation de papier – ce qui est déjà très important mais au fond prévisible –, il est intéressant d'explorer, même si très brièvement, les potentialités ultérieures de ce nouveau outil. Je pense tout d'abord aux banques de données qui se forment au fur et à mesure que la numérisation avance et qui, une fois ce processus achevé, représenteront un patrimoine précieux pour la justice italienne, car elles contiendront toutes les dispositions émises par tous les tribunaux italiens. Actuellement la Cour de Cassation dispose d'une banque de données qui réunit depuis plusieurs années toute sa jurisprudence.²¹ Pour certains jugements le texte intégral est disponible, pour tous les jugements ce qu'on appelle la « *massima* », c'est à dire le point de droit, mais la numérisation complète permettrait surtout de disposer de la jurisprudence de fond.

Une question se pose : est-ce que la maximalisation sera encore, une fois que les banques de données seront complètes, la méthodologie la plus efficace ? Quel chemin la Cour de Cassation va choisir ?

²¹ <http://www.italgiure.giustizia.it/>